

Intervention de M. Cyprien Bamzok

1 Contexte stratégique

Le Cameroun est entré dans le 3^{ème} millénaire avec des atouts importants mais aussi des défis majeurs à relever.

1.1 Atouts majeurs

Au rang des atouts majeurs, on peut énumérer

- un cadre macro-économique stable
- conditions plus incitatives pour le développement du secteur privé
- une position de pôle de développement dans un cadre sous-régional de plus en plus ouvert
- une population relativement jeune et éduquée
- une grande stabilité politique et institutionnelle

Ces atouts constituent un « capital social » qui pourra permettre au Cameroun d'attirer l'investissement étranger, de diversifier l'économie et de relever le rythme de croissance à la mesure des besoins et des attentes de la population.

1.2 Défis majeurs

Au rang des défis majeurs, on peut relever

- la lutte contre la pauvreté particulièrement la pauvreté en zone rurale qui touche près de 57 % des exploitants agricoles
- L'amélioration du taux d'accès à l'enseignement primaire, aux soins de santé primaire, aux infrastructures routières, à l'électricité, l'eau potable, ...
- La résorption de la cohorte des jeunes qui composent aujourd'hui la couche de la population la plus représentative. En effet, 42 % de la population a moins de 14 ans et 72 % moins de 30 ans.

2 Réaction du gouvernement

Elaboration d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté dont la mise en œuvre s'appuie sur les stratégies sectorielles au rang desquelles : la stratégie de développement du secteur rural

3 Enjeux et défis de la stratégie de développement du secteur rural

Du fait de sa contribution, à

- (i) l'économie camerounaise (20 % PIB),
- (ii) la sécurité alimentaire,
- (iii) la réduction de la pauvreté,
- (iv) la création des emplois,

Le secteur rural jouit d'un potentiel énorme lié à quatre spécificités qui sont :

- une grande diversité agro-écologique (5 zones),
- une disponibilité en terres agricoles,
- des populations rurales entreprenantes et dynamiques,
- une position géographique hautement stratégique

Malgré tous ces atouts et potentialités, les performances du secteur rural restent à tous égards en deçà des attentes. Cette contre performance s'illustre par :

- * une dégradation relative de la production per capita
- * une fragilité de la sécurité alimentaire
- * une insuffisance du développement des échanges commerciaux, internationaux et régionaux
- * une précarité des conditions de vie en milieu rural
- * une persistance et une aggravation de la pauvreté en milieu rural
- * une insuffisance dans l'organisation et la qualification professionnelle des acteurs

4 Objectifs de développement du secteur rural

Sur la base des enjeux, des défis de développement et des contre performances du secteur rural, le gouvernement s'est fixé les cinq objectifs majeurs suivants :

- assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire des ménages et de la nation
- contribuer à la croissance économique et notamment à la croissance des échanges extérieurs et à l'emploi
- accroître le revenu des producteurs agro-pastoraux
- améliorer le cadre de vie des populations rurales
- assurer une meilleure utilisation et une gestion durable du capital naturel, base de la production

5 Développement de la formation professionnelle et de l'emploi

Pour atteindre ces objectifs majeurs cités plus haut, le gouvernement s'est fixé entre autres objectifs stratégiques de « développer l'emploi et la formation professionnelle dans le secteur rural »

En effet, le secteur rural reste et restera pour de nombreuses années encore, le premier employeur du pays. Il constitue un gisement d'emplois pour des dizaines de milliers (50 à 70 000) de jeunes en recherche d'une insertion professionnelle.

L'offre d'emploi liée au renouvellement de la main d'oeuvre agropastoral et à la croissance de la population et à la croissance de la population en quête d'emploi exprimée sur un horizon de trois ans s'élève à plus de 250 000 pour le secteur rural.

De plus, le développement des activités d'amont et d'aval accompagnant la croissance de la production et de l'offre du secteur rural est créateur d'emplois nouveaux.

Tous ces emplois potentiels nécessitent à la base une formation professionnelle adéquate avec pour objectifs spécifiques visés :

5.1 En ce qui concerne le développement de la formation professionnelle dans le secteur rural

- Développer les capacités des ressources humaines en vue de répondre aux exigences du marché de l'emploi et de l'auto-emploi
- Améliorer la productivité et la gestion des exploitations agricoles (environ 30 000 par an).

5.2 En ce qui concerne le développement de l'emploi

- Appuyer l'installation de 15 000 jeunes agriculteurs par an
- Rajeunir l'appareil de production
- Promouvoir l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs ruraux
- Lutter contre le chômage en milieu rural

6 Comment se présente le dispositif actuel de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole et rural ?

6.1 Description sommaire des dispositifs d'enseignement et de formation agricole et rurale

Dispositif public d'enseignement et de formation

* 52 centres ou stations de formations continues des producteurs avec environ 5 000 producteurs formés par an

* 21 écoles ou centres de formation initiale des jeunes diplômés (1 000 jeunes/an)

Dispositif privé d'enseignement et formation professionnelle

* 02 établissements secondaires

* 47 centres de formation laïcs ou confessionnels

* 21 Ecoles familiales et rurales

* 1 MFR

Ce dispositif forme aujourd'hui environ un millier de producteurs par an

6.2 Faiblesse majeure du système d'enseignement et de formation agricole et rurale
Inadéquation entre la formation professionnelle agricole et rurale actuelle et les besoins de formation des emplois agricoles et para-agricoles.

Cet inadéquation est imputable à :

- un cadre réglementaire inadapté
- l'inadaptation des programmes de formation aux besoins des producteurs et des emplois ruraux

6.3 Mesures préconisées par les ministères techniques (MINADER et MINEPIA) en charge de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des pêches

Elaboration d'un programme de rénovation et de développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

7-Finalité du programme

Développer les nouvelles formations répondant aux besoins des producteurs, des jeunes et des communautés rurales et préparant efficacement les jeunes dont c'est le projet, à l'exercice d'un métier dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, des pêches, des technologies agroalimentaires et du développement rural.

8-Contenu du Programme

Le programme est organisé en trois composantes majeures

1. Réforme du cadre réglementaire,
2. Développement des centres de formation agropastorale, halieutique et rurale
- 3-Développement des écoles d'agriculture et CNFZVH

8.1-Réforme du cadre réglementaire,

Il s'agira de revoir les textes portant sur :

- les établissements de formation publics
- les programmes
- les diplômes
- les formateurs
- l'enseignement privé agricole

La mise en œuvre de cette composante nécessitera un renforcement des capacités des personnels aussi bien au niveau des services centraux qu'au niveau des services déconcentrés.

8.2-Développement des centres de formation agropastorale, halieutique et rurale

Le renforcement des capacités des responsables des centres de formation publics et privés devra les rendre aptes à :

- identifier les besoins de formation structurés des producteurs, des communautés et des jeunes en situation post-primaire
- construire des offres de formation adaptée aux besoins identifiés
- mettre en œuvre des nouvelles formations

Il sera également question de rénover, équiper et si possible appuyer la construction des nouveaux centres là où il n'en existe pas et où le besoin se fera sentir.

8.3-Développement des écoles d'agriculture et CNFZVH

Le renforcement des capacités des personnels des écoles et CNFZVH devra les rendre aptes à :

- élaborer, en impliquant la communauté éducative régionale et les professionnels du secteur, des projets d'établissements qui serviront de cadre de référence à la rénovation et au développement de leur école,
- améliorer la gestion des fermes annexées aux écoles de formation en vue de contribuer à l'autonomie financière des écoles
- améliorer les aptitudes pédagogiques de formateurs,
- dispenser des nouvelles formations dans les disciplines liées aux métiers agricoles et para-agricoles

9-Organisation du programme

Au niveau de la maîtrise d'ouvrage :

- création d'un comité national de pilotage
- création de cinq comités régionaux de suivi (1 par région agro-écologique)

La composition des ces comités est représentative des principaux partenaires de l'enseignement et de la formation agricole et rural.

Au niveau de la maîtrise d'œuvre

Elle est assurée par la Division de l'Enseignement et de la Formation Agricoles, Coopératifs et Communautaires qui sera assistée d'une unité de gestion et de coordination du programme.

Voilà en l'espace du temps accordé notre sommaire présentation de la situation de la réforme de l'enseignement et de la formation agricole au Cameroun

Je vous remercie de votre bien aimable attention